

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 138 (1993)
Heft: 6-7

Vorwort: Les votations fédérales du 6 juin dernier... : Quelle rude bataille!
Autor: Weck, Hervé de

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Sommaire

RMS/juin-juillet 1993

	Pages
Editorial	
Quelle rude bataille	3
Armée 95	
Casques bleus. Et la Suisse?	
Col Hervé de Weck	6
La promotion de la paix	
Col Bernard de Montmollin	13
Dossier «URSS»	
Après le démembrement de l'Empire soviétique...	
Col EMG Dominique Brunner	15
Dossier «Yougoslavie»	
Vu de Belgrade, l'avenir des Balkans	
Ljubomir Matic	21
Armement	
Le combat de nuit	
Contrôleur général des armées André Collet	25
«Plan directeur de l'armée 95» et artillerie	
Col Pierre Christe	30
Analyse	
Aphorismes pour un XX ^e siècle finissant	
Col EMG Alfred Bach	36
Histoire	
Les généraux de la Révolution et de l'Empire originaires de Franche-Comté (1)	
Col Robert Dutriez	39
Courrier	44
Pages «Rétro»	
Media électroniques et monde contemporain	45

Les votations fédérales du 6 juin dernier...

Quelle rude bataille !

Sur un mur de l'Académie de West-Point, on lit cette maxime désabusée : «C'est lorsqu'il est en péril de mort que l'homme se souvient de l'existence de Dieu et des soldats.» En Suisse, le 6 juin, le bon sens l'a finalement emporté, mais les partisans d'une défense nationale, conscients que l'on est encore loin d'une défense européenne intégrée, ont dû sortir de leur réserve, occuper le terrain et ne pas renouveler les erreurs commises en 1989. Ils étaient dans les 40 000 à se rendre à Berne le 22 mai, dont un très grand nombre de femmes et de jeunes, un fait que les médias ont peu mis en évidence... Dans de multiples localités, aussi bien en Suisse alémanique qu'en Suisse romande, les opposants aux menées du Groupe pour une Suisse sans armée ont dû organiser des stands et informer individuellement les passants. Paradoxal à une ère de surinformation: les débats radio-télévisés ne suffisent pas...

Une barrière des röstis?

Le 6 décembre dernier à propos de l'Espace économique européen, des commentateurs superficiels déploreraient un fossé entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. Les résul-

tats du 6 juin ne se prêtent pas à une telle analyse simpliste. Le canton de Fribourg accepte l'initiative sur les places d'armes par 321 voix de majorité, le canton de Vaud par 1226 voix, Neuchâtel par 2111 voix. Les cantons romands, sauf bien entendu Genève et le Jura, votent comme les cantons d'outre-Sarine à propos du *F/A-18*, et avec des majorités somme toute comparables.

Le 6 juin, c'est le canton du Jura qui apparaît comme le plus hostile à l'armée : 69,4% des votants acceptent l'interdiction de moderniser notre aviation militaire et 73,3% l'initiative «Quarante places d'armes, ça suffit!». Le projet de place d'armes aux Frances-Montagnes dans les années 1950, les prétendues «occupations militaires», un des leit-motiv du Rassemblement jurassien n'expliquent pas tout, surtout que Roland Béguelin n'a pas effectué de «sorties» fracassantes.

De nombreux leaders démocrates-chrétiens jurassiens, en particulier leur président, le conseiller aux Etats Jean-François Roth, ont manifesté une attitude si louvoyante qu'à l'assemblée des délégués, une faible majorité apportait son soutien aux deux initiatives du GSsA. Pourquoi?

On ne peut exclure l'hypothèse que M. Roth, qui sera candidat au gouvernement cantonal l'année prochaine, ait déjà commencé à ratisser des voix. Si tel était le cas, voilà de la triste démagogie! De jeunes PDC jurassiens, en revanche, ont apporté leur soutien au comité contre le démantèlement des places d'armes.

Quoi qu'il en soit, on se prenait à rêver en constatant que les ministres jurassiens, qui ne se représenteront pourtant plus devant le peuple, étaient tous aux abonnés absents, alors qu'entre autres, le conseiller d'Etat vaudois Claude Ruey ne manquait pas une occasion de croiser le fer avec les «stratèges» qui préparent la suppression de notre défense militaire.

Les responsables du Département militaire fédéral, Kaspar Villiger en tête, se sont inspirés de la stratégie de Rudolf Minger, des «Landsgemeinde patriotiques» qui avaient été si efficaces pour la défense nationale, alors que le nazisme sévissait en Allemagne. On ne peut pas dire que notre ministre de la Défense n'est pas descendu dans l'arène... Son courage, son sens des réalités ont bien passé en Suisse romande!

Les limites de la démocratie semi-directe

Environ 1 400 000 citoyens l'ont suivi. Ce fait réjouissant ne doit pas cacher la forêt. Vu la complexité croissante des choix auxquels la société suisse se trouve confrontée, des limites ont été atteintes dans le fonctionnement de la démocratie semi-directe. S'en rendre compte ne signifie nullement remettre en question l'essence même de la démocratie. Un débat aussi complexe sur la sécurité aérienne à une époque de mutation en Europe s'es-souffle vite sur la place publique et s'enlise dans l'émotionnel. Et la méfiance naît à cause de mouvements qui font de l'extrémisme verbal, avant, peut-être, de passer aux actes.

Jusque dans les années 1970, référendum et initiative populaires ont été bien utilisés. Avec la montée de mouvements xénophobes qui reviennent sans cesse à charge avec de nouvelles initiatives, le mécanisme commence à se gripper. Comme celle du GSsA, leur stratégie consiste à créer la confusion sur leurs objectifs et à rechercher un affaiblissement des institutions. De la guerre d'usure en somme!

Andreas Gross ne s'en cache même pas. A quel-

qu'un qui lui demande, lors d'un débat à Neuchâtel, si son mouvement lancerait une nouvelle initiative pour la suppression de l'armée, il répond très calmement: «Nous pensons à un moratoire de trois ans...» On imagine que ceux qui se trouvent derrière les initiatives contre la modernisation de notre aviation militaire et contre l'adaptation de nos quarante places d'armes, soutenus par la plupart de nos médias, vont prétendre qu'ils ont le vent en poupe, puisqu'ils ont recueilli en gros 43% des suffrages exprimés en 1993, alors que le pourcentage ne s'élevait qu'à quelque 34% en 1989, ceci bien qu'un sondage de la Télévision suisse romande, en date du 6 juin 1993, chiffre à 82% les partisans du maintien de l'armée parmi les votants quelles qu'aient été les réponses qu'ils ont glissé dans l'urne.

Voilà l'hypothèse la plus vraisemblable, à moins que nos autorités ne prennent des mesures pour empêcher des référendums et des initiatives à effets rétroactifs, des initiatives qui sont en fait des référendums financiers déguisés et qui ne visent que les volets sensibles de la politique nationale. Sinon la Suisse deviendra vite ingouvernable...

Colonel Hervé de Weck